

N° 1
décembre 2016

BULLETIN

RETRAITE.E.S

FSU 61

FSU 61

Espace associatif
La Pyramide
2, avenue de Basingstoke
61000 Alençon

Courriel:
fsu61@fsu.fr

Site départemental:
[Http://sd61.fsu.fr](http://sd61.fsu.fr)

Section Fédérale Départementale des Retrait.e.s de la FSU 61

Bulletin FSU 61 Retrait.e.s

Comme annoncé par un courrier individuel des différents syndicats nationaux que composent la FSU, vous avez entre les mains ce Bulletin n°1.

Nous avons été d'accord pour qu'il soit mensuel comme l'était le Bulletin départemental des retrait.e.s du SNUipp 61.

Il se veut un lien départemental entre les retrait.e.s de la FSU 61 (SNES, SNUipp, SNEP, SNA-SUB, SNU-TEFI, SNE-TAP, SNUEP, SNU-TER, ...). Il n'a que la prétention de nos moyens départementaux.

N'hésitez pas à faire part de votre avis, à adresser votre contribution...

Nous vous en souhaitons bonne réception.

« A force de sacrifier l'essentiel pour l'urgence... »

« A force de sacrifier l'essentiel pour l'urgence, on finit par oublier l'urgence de l'essentiel » écrit Edgar Morin dans son ouvrage La méthode éthique.

Cela fait des années que nous sommes confrontés à des crises sans précédent, qu'elles soient économiques, sociales, écologiques... des mois que nous sommes confrontés à des attentats, à des risques de division de notre société ...

Alors oui, l'heure est à traiter l'essentiel et certainement pas à se laisser aller au simplisme des analyses comme des propositions. Les citoyens ont besoin de sérieux, de rigueur pour faire face à ces situations, de projets et de perspectives ... L'avenir de notre société, de l'humanité tout entière dépend de notre capacité à savoir vivre ensemble, à partager enfin les richesses produites, à faire vivre la laïcité et à assurer l'égalité et la liberté pour toutes et tous.

Alors loin des discours et des mots vains ou vides de sens, il faut s'appliquer à dire comment aujourd'hui nous donnons à notre société les clés pour envisager l'avenir sous des jours meilleurs.

Le mouvement syndical a sa part de responsabilité et de travail dans la construction de cet avenir meilleur.

Bien sûr, les questions d'emploi, de pouvoir, d'achat, de conditions de vie... mais aussi d'Éducation, de Culture, de Recherche, de Justice, d'Environnement, de Territoires, d'Agriculture, de Services publics... sont autant d'enjeux sur lesquels la FSU reste totalement engagée.

**En cette période de fin d'année,
bonnes fêtes à toutes et à tous...
et à l'année prochaine.**



*Se syndiquer,
lutter, gagner,
tous ensemble !*

**Si ce n'est déjà
fait, pensez
à vous
resyndiquer ou
à vous
syndiquer**

***Un bulletin de
syndicalisation
est joint à cet
envoi***

Compte-rendu de la réunion du groupe des 9 du 28 novembre 2016

L'ensemble des syndicats et associations du Groupe des 9 étaient présents : CGT, FO, CGC, CFTC, FSU, Solidaires, FGR-FP, UNRPA, LSR

Mesures dans les projets de loi de finances

Tant dans le Projet de loi de finances que dans le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale, plusieurs mesures concernent les retraités.

- baisse de 20 % de l'impôt sur le revenu pour 5 millions de foyers modestes
- mise en place d'un crédit d'impôt pour les retraités pour un emploi à domicile
- mise en place du prélèvement à la source au 1^{er} janvier 2018
- possibilité de faire réviser la pension pour campagne double à partir du 1^{er} janvier 2016
- hausse des plafonds de revenus pour la CSG à taux réduit et à taux zéro
- détournement de 280 millions d'euros sur les réserves de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie
- mesures touchant à l'assurance maladie (baisse de l'ONDAM, économies pour les hôpitaux, ...) qui vont dégrader l'accès aux soins et augmenter les dépenses de santé des retraités

Si certaines mesures sont indéniablement positives pour les retraités, pour l'ensemble des organisations, la question du pouvoir d'achat doit d'abord passer par l'augmentation des salaires et pensions.

Haut conseil et CDCA

La mise en place du Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge s'est faite dans la précipitation et dans la confusion.

La mise en place des CDCA fait l'objet d'une très grande diversité de calendrier et de modalités selon les départements.

Actions

Le colloque du 13 janvier organisé par le groupe des 9 au CESE comportera deux tables rondes sur les thèmes " statut du retraité " et " pouvoir d'achat des pensions " avec la participation de Guillaume Duval et Bernard Ennuyer.

Ce type de colloque pourrait ensuite être organisé dans les régions ou départements.

Un questionnaire portant sur les préoccupations des retraités sera élaboré, diffusé et servira de point d'appui pour une action aux environs du 1^{er} avril.



**CONTRE LES VIOLENCES
FAITES AUX FEMMES**

*Le 25 novembre dernier en était
la journée internationale*

*Un collectif alençonnais (dont la FSU)
organisait une projection d'un film
« Le verrou » suivi d'un débat.*

Les violences faites aux femmes sont un fléau mondial, l'ONU estime à 70% les femmes et les filles qui en sont victimes au cours de leur vie. Ces violences s'exercent au sein du couple, dans la famille, mais aussi dans l'espace public et dans la sphère professionnelle. Elles touchent tous les milieux et tous les âges.

Les crises économiques et les guerres engendrent l'exode de populations entières et les parcours migratoires sont encore plus dangereux pour les femmes et les filles. Les femmes migrantes qui tentent de se réfugier en Europe vivent des situations périlleuses durant tout leur exil. Le manque de moyens dédiés par l'Europe, et par la France en particulier, pour accueillir et assurer la sécurité de toutes et tous n'est pas acceptable.

En 2015 en France, 122 femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint, 216 000 ont été victimes de violences conjugales et 86 000 viols ont eu lieu. L'étude du CSEP (conseil supérieur de l'égalité professionnelle) a révélé des chiffres alarmants concernant les violences faites aux femmes au travail : 80 % des femmes salariées sont confrontées à des comportements et décisions sexistes, 5 % des viols et 25 % des agressions sexuelles ont lieu au travail. Et la Fonction publique n'est pas épargnée par ces faits.

Ces violences, en plus des traumatismes qu'elles représentent pour leurs victimes, ont de surcroît des conséquences directes sur la santé (arrêt maladie, accidents, prise de médicaments...) et la vie professionnelle des femmes (licenciement, démission...). Il est urgent que l'État consacre plus de 0,05 % de son budget à mettre en œuvre les principes d'égalité dont il se revendique, explicitement inscrits dans les textes et les lois.

Ces violences ne sont pas une fatalité et les combattre participe d'un respect élémentaire de l'humanité et d'une vision égalitaire de la société. Pour la FSU, un plan d'urgence global contre les violences faites aux femmes doit être mis en place. Dans un contexte où l'émancipation des femmes est remise en cause par certains programmes politiques il est indispensable que cesse l'impunité des agresseurs quelles que soient leurs fonctions. Il est urgent aussi que l'éducation à l'égalité soit enseignée à tous les niveaux scolaires et que des moyens ambitieux soient dédiés notamment pour rendre effectives les lois existantes comme celles concernant les violences au travail.

*Les syndicats qui
composent la FSU
dans l'Orne*

SNES

Syndicat National des
Enseignements du Second
degré

SNUipp

Syndicat National Unitaire
des Instituteurs,
Professeurs des écoles et
PEGC

SNEP

Syndicat National de
l'Enseignement Physique

SNICS

Syndicat National des
Infirmier(e)s Conseiller(e)s
de Santé

SNUEP

Syndicat National Unitaire
de l'Enseignement
Professionnel

SNETAP

Syndicat National de
l'Enseignement Technique
Agricole Publique

SNEPAP

Syndicat National de
l'Ensemble des Personnels
de l'Administration
Pénitentiaire

SNU-TEFI

Syndicat National Unitaire
Travail Emploi Formation
Insertion

SNASUB

Syndicat National de
l'Administration Scolaire et
Universitaire et
des Bibliothèques

SNUTER

Syndicat National Unitaire
de la Territoriale dans la
FSU

SNUPDEN

Syndicat National Unitaire
des Personnels de
Direction de l'Education
Nationale



Statut de la Fonction publique :

bon anniversaire !

Le statut général de la Fonction publique a été instauré au sortir de la seconde guerre mondiale. Il est un héritage des valeurs et du programme du Conseil National de la Résistance.

La loi du 19 octobre 1946 a tracé une conception française de la Fonction publique, républicaine et démocratique. Pourtant, elle est souvent l'objet de dénigrement, comme aujourd'hui avec les primaires de la droite où nous assistons à une remise en cause en règle de la Fonction publique.

Mais en dépit des attaques successives, la Fonction publique n'a cessé d'évoluer et de jouer son rôle : loi de 1946, ordonnance du 4 février 1959, lois de 1983/84 pour la Fonction Publique d'Etat et la Fonction Publique Territoriale et de 1986 pour la Fonction Publique Hospitalière, qui instituent une nouvelle architecture statutaire et étendent aux trois versants de la Fonction publique les trois principes essentiels : égalité, indépendance, responsabilité, loi de déontologie aujourd'hui...

C'est une des grandes forces de la Fonction publique que de s'adapter aux évolutions et besoins de la société sans jamais renoncer aux principes démocratiques qui la fondent. Aujourd'hui, la Fonction publique c'est plus de cinq millions d'agents dans l'hospitalière, la territoriale et l'État, sur l'ensemble du territoire.

Point noir au tableau : plus de 900 000 personnes ne sont pas des agents titulaires. La FSU a rappelé le 13 octobre dernier, lors d'un rassemblement contre la précarité dans la Fonction publique, que les emplois permanents doivent être occupés par des agents titulaires. Le dispositif de la loi Sauvadet est insuffisant pour résoudre cette crise. C'est pourquoi la FSU interpelle à nouveau le gouvernement pour lui demander l'ouverture de discussions pour un plan de titularisation.

Mais fêter un anniversaire, c'est regarder le

passé pour imaginer l'avenir.

Et pour la FSU, la Fonction publique de carrière, fixant les droits et obligations des fonctionnaires, a de l'avenir !

C'est le meilleur outil pour garantir l'accès aux droits et répondre aux besoins fondamentaux du pays et de sa population et aux défis de l'avenir.

Il ne s'agit ni plus ni moins que d'assurer l'intérêt général et de contribuer à la cohésion sociale. Dans un contexte de crise et d'instabilité, c'est un enjeu majeur.

La FSU reste donc convaincue que la Fonction publique est bien un investissement et non une charge.

Dans un récent courrier adressé à toutes et tous les agents de la Fonction publique, la FSU a réaffirmé que c'est « grâce au travail et à l'engagement quotidiens de chacun et chacune des plus de cinq millions d'agent-es de la Fonction publique » que « l'accès aux droits élémentaires était effectif pour toutes et tous les citoyen-es sur l'ensemble du territoire. Et que de cet engagement les agent-es pouvaient être fièr-es ».

Bon anniversaire à notre Fonction publique, bien ancrée dans le XXIème siècle, n'en déplaise à ses détracteurs !





A la CE nationale: lutter contre le chômage, la précarisation et la paupérisation.

Texte adopté par le commission exécutive:

Dans une situation marquée par l'inquiétude face à l'avenir et la progression de la xénophobie, la FG-FP réaffirme qu'une véritable politique de retour à la croissance passe par une relance de l'investissement, de la formation initiale et continue, par la sauvegarde et le développement des services publics ainsi que l'augmentation du pouvoir d'achat des actifs et des retraités. Seule politique qui permette de lutter contre le chômage, la précarisation et la paupérisation.

La Commission Exécutive de la FGR-FP

- rappelle sa revendication d'une évolution des pensions prenant en compte la progression des salaires ainsi qu'un effort particulier en direction des basses pensions, du minimum garanti et du minimum contributif. Aucune pension ne doit être inférieure au SMIC pour une carrière complète.
- proteste contre la lenteur de la mise en œuvre de la loi d'adaptation de la société au vieillissement et contre un nouveau gel partiel de l'argent collecté dans le cadre de la CASA.
- prend acte des annonces de réduction d'impôt sur le revenu pour les bas salaires et basses pensions et du crédit d'impôt pour l'emploi à domicile mais rappelle que la question du pouvoir d'achat de tous les salariés et retraités passe d'abord par l'augmentation des salaires et pensions.

Malgré la convergence des revendications sur l'évolution des pensions, convergence à laquelle la FGR-FP, fidèle à ses mandats, a œuvré ces derniers mois, une action unitaire n'a pu aboutir en septembre. Cependant cette convergence des revendications peut être considérée comme porteuse de nouvelles initiatives unitaires pour les prochains mois.

La FGR-FP propose à ses sections départementales d'œuvrer, dans les départements, à la recherche de cette unité sur la base de nos motions de congrès et de participer aux actions à venir en fonction des analyses locales qu'elles pourront porter.

Elle appelle les sections départementales à intervenir dès maintenant auprès des élus des Conseils Départementaux afin d'assurer la présence de la FGR-FP dans les Comités départementaux de la citoyenneté

La FGR-FP reçoit des adhésions

- - collectives par le canal de syndicats * ou groupements affiliés, pour la totalité de leurs adhérents retraités
- - individuelles par le canal des sections départementales pour les retraité.e.s relevant de ses statuts.

*Des syndicats de la FSU sont adhérents à la FGR-FP (SNUipp, SNUAS-FP, SNETAP, SNA-SUB, SNES, SNESUP, SNPI, SNEP, SNCS, SNPES, SNUPDEN, SNICS, SNUEP, SNUI-TAM)

La FGR-FP est organisée dans chaque département.

Pour l'Orne: FGR-FP 12, boulevard Lenoir Dufresne 61000 Alençon

La FGR-FP édite un journal « Le Courrier du Retraité »



Dans le département

Centre Hospitalier Alençon-Mamers :

Après plus de 70 jours de grève, plus de 6 000 signatures sur la pétition, les agents du SMUR et SAMU ont cessé leur mouvement.

A l'appui des négociations et protocoles, ceux-ci ont décidé de poursuivre autrement l'action.

Conseil départemental de l'Orne:

Un appel de la CGT et de la CGC à débrayage et rassemblement dans la cour du Conseil Départemental à Alençon le vendredi 2 décembre pour défendre l'action sociale et obtenir du dialogue social.

La Poste:

Un appel national intersyndical à la grève le 8 décembre pour l'emploi, les conditions de travail, les rémunérations, le service public.

Institut de Formation des Aides-Soignant.e.s

(IFIAS)

Suite à la mobilisations des personnels, les centres d'Argentan et de Flers resteront ouverts, celui d'Alençon devrait être fermé mais la mobilisation continue. Le Conseil régional de Normandie espérait fermer ces trois centres dans l'Orne. Les manifestations des personnels et des patient.e.s l'ont contraint à reculer.

ASE (Aide Sociale à l'Enfance)

Le 29 novembre, des familles d'accueil et des personnels de l'ASE se sont réunis devant l'ASE à Alençon pour protester contre le regroupement au Mans des sites d'Alençon, de Bellême et d'Ecommoy.

Le délégué du personnel FSU de l'ASE de Paris juge cette restructuration catastrophique tant pour les enfants, les familles d'accueil, les personnels.

Le site de l'ASE d'Alençon est ouvert depuis 1886, celui de Bellême depuis 1916 et celui d'Ecommoy depuis 1956.

280 enfants, une soixantaine d'agents et 200 familles d'accueil sont concernés par cette décision de l'ASE de Paris qui souhaite se « restructurer » autour de Paris.

Pour quels intérêts?

A suivre donc...

Ce BULLETIN ne demande qu'à s'étoffer.

REPETONS-LE: *votre participation est la bienvenue.* Un billet d'humeur, un article sur l'association à laquelle vous participez, des informations à partager... vous l'envoyez:

.....par voie postale à FSU 61

Espace associatif La Pyramide 2, av de Basingstoke 61000 Alençon

.....par courriel à

snu61@snuipp.fr

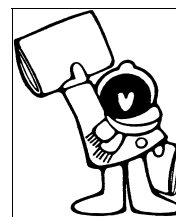
Contact: ROUSSELIN Christian

Espace associatif La Pyramide 2, av de Basingstoke 61000 Alençon

Prochain Bulletin vers la mi-janvier 2017



Pages culturelles départementales



51, av du
général
Leclerc
Alençon



Archives
départementales
Alençon
Exposition
FDAC
Fonds
Départemental
d'Art
Contemporain

du jeudi 8 décembre
au dimanche 11 décembre 2016

7 artistes présentent leurs œuvres
pour la dernière exposition de l'année

Elli Drouilleau
sculptures mobiles

Christophe Forget
encre sur médium

Valérie Guilbert
collages/assemblages

Gilles Juhel
photographies

Ann Masseur- Franchet
Peinture

Céline Meunier
illustrations

Marie Wermuth
sculptures

Pour les amateurs.trices de hard-rock
des années 1970

TRUST en concert à Alençon
La Luciole
10 décembre 2016

Maison de la Vie Associative
Alençon

Du 5 au 17 décembre,
la Cimade présentera l'exposition
« Juste solidaire » dans le cadre
du festival Migrant'Scène.

ECO MUSEE DU PERCHE

Du samedi 3 décembre
au vendredi 23 décembre 2016

« Jouer au musée, c'est permis
et c'est gratuit »

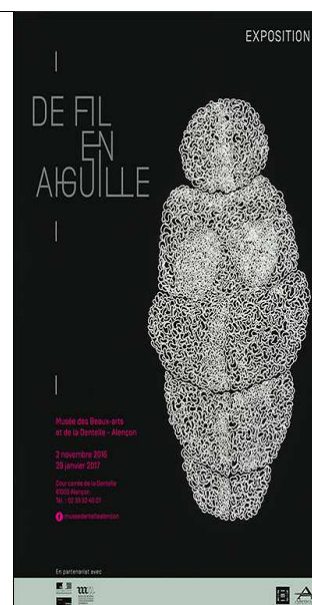
L'écomusée met à disposition des petits
visiteurs toute sa gamme de jouets en bois
mais aussi le livret de visite pour découvrir
en s'amusant les trésors du musée.

**Prieuré de Ste Gauburge
St Cyr la rosière**

Musée
Des Arts
et de la
dentelle
ALENCON

De Fil en
aiguille

Du 2
novembre
au
29 janvier
2017





Racisme et xénophobie

Contre-offensive syndicale et associative

Le 22 septembre dernier, 9 organisations syndicales et associatives (CGT, FIDL, FSU, JOC, LDH, MRAP, Solidaires, UNEF, UNL) ont lancé une campagne pour répliquer aux idées diffusées par l'extrême-droite et la droite extrême.

Philippe Martinez CGT: « La lutte contre les idées xénophobes et racistes diffusées par l'extrême-droite est une cause citoyenne nationale. Il faut la mener en interne, autour de nous. Dans le même temps, il faut continuer à défendre les travailleurs sans papiers et élargir le cercle de la mobilisation aux autres syndicats et associations. »

Benoît Deverly FIDL: « Dans le cadre de la lutte contre les idées de l'extrême droite, il est très important de défendre les mineurs isolés étrangers qui sont de plus en plus nombreux et ne bénéficient d'aucune aide. »

Bernadette Groison FSU: « Les enseignants confrontés à la désagrégation de la société sont aux premières loges. Ils doivent aller à contre-courant de tous les replis communautaires et faire de la tolérance une exigence. »

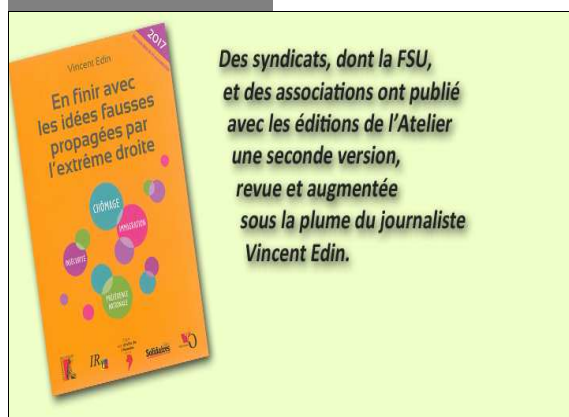
Françoise Dumont LDH: « C'est un travail difficile et incontournable dans un contexte de crise profonde de la politique. Le choc lié au terrorisme est très profond et il nous faut lutter contre ceux qui l'instrumentalisent et divisent les citoyens. Combattons pour la laïcité, celle inspirée par la loi de 1905, la vraie. »

Cécile Gondard Lallanne Solidaires: « L'extrême droite agit pour diviser le monde du travail à un moment où des coups douloureux sont portés contre la République sociale. C'est une aubaine pour le patronat qui compte bien utiliser cette situation pour continuer à étouffer et réprimer les résistances. »

Lilâ Le Bas UNEF: « La jeunesse doit résister au fléau du racisme qui la divise alors qu'elle est confrontée à la précarité. Les étudiants sans papiers doivent être défendus. »

Clara Jaboulay UNL: « Les lycéens ne doivent pas être la proie du communautarisme raciste. Nous devons tout faire pour que les valeurs de solidarité et de tolérance l'emportent sur la haine ambiante. »

Vincent Edin journaliste et écrivain (auteur du livre « En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite » avec la participation de): « Le combat contre les idées de l'extrême droite est difficile dans une société où la droite, l'extrême droite et le pouvoir en place soufflent sur les braises de la haine. D'où l'importance d'une pédagogie claire contre le simplisme qui ravage les consciences. »



Calais, Saint-Denis, Tremblay-en-France ... Toutes ces agressions d'une violence extrême ont lieu dans les lycées professionnels. Le SNUEP-FSU exprime toute sa solidarité et son soutien aux personnels et aux équipes qui y ont été confrontés. Le SNUEP-FSU n'a cessé d'alerter sur la baisse continue des moyens affectés à l'enseignement professionnel public : suppression de milliers de postes, fermetures de lycées, de filières, de sections, enseignant-es précaires, diminution des DHG et des moyens d'équipements ... C'est cette politique menée depuis plus de 10 ans qui conduit à une dégradation continue du climat au sein de

nos lycées. Les statistiques de la DEPP l'affirment : la violence au LP est plus forte que dans tous les autres types d'établissements sco-

laire. En moins de 10 ans, les incidents déclarés sont passés de 15,1 pour 1000 élèves à 25,3 pour 1000 élèves !

Si l'actualité médiatique met en avant des faits graves qui marquent l'opinion, le SNUEP-FSU rappelle la détérioration continue des conditions de travail des personnels et la situation difficile faite aux élèves qui souhaitent poursuivre une scolarité dans des conditions favorables.

Ce n'est pas la multiplication de la vidéo-surveillance ou des portiques de sécurité ou encore de vigiles dont a besoin l'enseignement professionnel public, mais d'un véritable plan d'urgence

Les retraites en ligne de mire pour 2017 !

Ne pas laisser faire !

Le Conseil d'Orientation des Retraites vient de livrer son rapport en juin qui tire un bilan sur les retraites et indique que la situation financière est en amélioration.

Le système par répartition serait donc viable en l'état à court, moyen et long termes. On peut donc légitimement s'interroger sur la nécessité des diverses réformes imposées car l'équilibre ne devait être atteint qu'en 2025, or nous en sommes proche dans un contexte où le chômage a fortement augmenté. On peut donc être rassuré-es, l'avenir de nos retraites ne serait pas remis en cause et nous ne devrions pas subir de nouvelles dégradations au travers de nouvelles réformes à l'image de celles de 1995, 2003 et 2010.

Le gouvernement, en la personne du premier ministre, nous annonce qu'il n'est donc pas question d'augmenter l'âge de départ à la retraite contrairement à ce que font nos voisins européens. Cependant, nous pouvons quand même nourrir des inquiétudes puisque certains politiques, sur les rangs pour la candidature aux présidentielles, déclarent, pour leur part, qu'au contraire il convient d'augmenter les annuités, l'âge de départ et de baisser les pensions au nom de la sauvegarde du système et de l'évolution de l'espérance de vie. C'est bien évidemment une recette éculée qui sera

à nouveau portée par nombre de candidat-es qui défendent un projet de régression sociale, niant la pénibilité du travail et la réalité de la situation « sanitaire » des

travailleuses et travailleurs selon les métiers exercés. Toutes les études montrent que l'espérance de vie en bonne santé à la retraite est largement défavorable aux ouvrières et ouvriers par rapport aux cadres.

Au-delà, cette logique impacte d'autant plus l'épineux problème du chômage.

Les solutions doivent d'ailleurs non seulement garantir l'existant mais reconquérir de nouveaux droits au service du progrès social.

En premier lieu, il conviendrait de développer l'emploi car c'est la meilleure garantie d'un financement à la hauteur des besoins par le biais des cotisations prélevées. Ensuite, il suffirait que l'ensemble des cotisations soient effectivement versées car trop d'entreprises et de revenus de la finance se dispensent de le faire, engendrant un sérieux manque à gagner pour la solidarité collective.

La France a les moyens de mener une toute autre politique en faveur des retraites et des retraité-es. Il convient donc de porter haut et fort cette exigence dans le cadre de la campagne électorale qui s'ouvre pour repartir sur la voie du progrès social et sortir des logiques actuelles qui favorisent la finance au détriment du monde du travail.

Le SNEP, avec la FSU, portera ses propositions alternatives dans le cadre des présidentielles et législatives.



Le SNES comme les autres syndicats de la FSU et la FSU elle-même possède ses propres publications syndicales.

Pour le SNES, il s'agit de « L'US » (L'Unité Syndicale) avec une publication spécial retraité.e.s « L'US Retraité.e.s » qui paraît environ 3 fois par an avec une quatrième fois « Un spécial US Retraité.e.s » avec une thématique.

Le SNES a lancé une enquête auprès de ses syndiqué.e.s retraité.e.s pour connaître leur opinion sur ce journal.

Vous pouvez avoir accès sur le site du SNES aux résultats complets de cette enquête.

Compte rendu activités SNES 61

Bonjour à toutes et à tous

Quelques mots d'information sur nos activités de ce trimestre.

- Le 29 septembre, l'action unitaire des retraité.e.s pour le pouvoir d'achat des pensions, que nos responsables nationaux ont considéré réussie, a réuni moins de 100 personnes à Alençon ; ce qui est trop peu. A cette occasion, impossible de s'entendre avec la CFDT et l'UNSA à cause de leur position sur la loi travail.

Quoiqu'il en soit il n'y aura pas de revalorisation des pensions puisque « l'inflation est nulle » nous fait-on savoir au ministère. Il faudra continuer,

recommencer, plus fort !

- Le 9 novembre quelques un.e.s d'entre nous ont assisté à l'AG régionale de la FGR à Caen. Après le retrait du SE-UNSA, le problème pour la FGR est d'exister et de faire vivre le pluralisme. L'appréciation de l'actualité politique, sociale, rend évidente la nécessité de s'unir plutôt que se diviser.

Les CDCA (Comité Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie) se mettent en place. La FSU doit y siéger.

La Section Départementale de la FGR de l'Orne sera maintenant animée par Gérard Pommier qui laisse une place vacante au SNES, place que nous occupons volontiers mais provisoirement, en attendant de plus jeunes engagements ...

- Le 24 novembre c'était l'AG du SNES à Caen. Nous étions 18. Le rapport d'activité, dont Gérard s'est chargé en l'absence de

Michel Lechâtreux, nous renvoie au « bulletin spécial retraités SNES ».

La 2ème partie de la réunion était réservée à une intervenante, Béatrice Dupont, infirmière à la clinique de la Miséricorde à Caen qui, en évoquant le quotidien des soignants avec beaucoup de justesse et d'humour, nous a fait comprendre que les amortisseurs sociaux à la française, comme le droit à la santé pour tous, disparaissent, coûtent trop chers, qu'une part de notre santé, de notre bien-être doit sortir de notre poche et non du bien commun. Elle nous a fait comprendre comment, à l'hôpital, on applique la loi libérale (HPST), comment on le gère comme une entreprise, comment les personnels soignants souffrent d'épuisement professionnel - de « burn out » comme elle dit - comment la santé est codifiée pour rentabiliser, pour marchandiser, comment la préoccupation comptable prévaut (T2A), comment on y déshumanise.

Et nos perspectives ?

Un colloque intersyndical est programmé pour le 13 janvier ; il y sera question de la place des retraités et de nos pensions- salaires continués.

Et puis il y aura fort à faire pour combattre le programme ultralibéral que nous promettent certain.e.s candidat.e.s aux présidentielles et qui s'attaque à la Fonction Publique, à la Sécurité Sociale, à tous les acquis sociaux, à notre tissu solidaire. Comme si c'était l'État social qui ruinait le pays et non le capital ! Il faudra qu'on le dise fort et de mille façons.

A bientôt donc, avec notre salut amical et nos meilleurs souhaits de fin d'année.

Le bureau des retraité.e.s
du SNES de l'Orne



Parents d'élèves

Tendre vers la coéducation et renforcer un dialogue de qualité

Une interview de Liliana Moyano, présidente de la FCPE, à l'issue des élections de parents d'élèves.

Quel bilan après les élections dans les écoles ?

Si la FCPE reste majoritaire à l'issue des résultats, notre implantation dans le primaire est beaucoup moins forte aujourd'hui et cela doit nous interroger. Deux caravanes de la FCPE ont sillonné vingt villes à travers la France à la rencontre des parents pour échanger et parler d'école. Nous avons pu mesurer la méconnaissance du rôle de notre fédération, qu'il nous faut reconstruire. Du côté du ministère, malgré les efforts, les moyens restent faibles pour préparer ce rendez-vous électoral.

Qu'apporte le statut de parent délégué ?

La revendication du statut de parent délégué date de la création de la FCPE. C'est une victoire qui représente un pas vers plus de démocratie. Réduit parfois à la question du remboursement des frais, c'est surtout pour nous la reconnaissance d'un engagement à porter un projet collectif. La place des parents reste encore trop dépendante du contexte relationnel avec les équipes pédagogiques. Elle doit devenir plus évidente et cela passe aussi par un effort de formation interne de nos représentants pour tendre vers la coéducation et renforcer un dialogue de qualité. Nous militons également pour que cet engagement puisse être reconnu dans le cadre de la VAE à travers un référentiel d'activités du parent délégué.

Quels sont vos objets de travail pour cette année ?

Notre colloque annuel porte sur la question du décrochage scolaire. Il s'agit pour nous de mettre en place une réflexion conjointe et sortir de la culpabilisation des familles trop souvent montrées du doigt dans leur responsabilité. Nos campagnes sur le poids des cartables, l'accès aux toilettes ou sur les devoirs à la maison se poursuivent. Nous regardons avec intérêt la « grève des devoirs » lancée par les parents d'élèves espagnols. Enfin nous sommes particulièrement mobilisés sur la question de l'accès à la restauration scolaire. Le projet de loi que nous soutenons revient à l'assemblée nationale après avoir été rejeté au Sénat. C'est pour nous insupportable que ce service collectif ne puisse, aujourd'hui encore, être accessible à tous.



Documentaire « Ensemble, c'est possible ! »

Mettre des visages et des prénoms sur le droit à l'éducation pour toutes et tous : c'est l'ambition d'un film témoignage réalisé par le cinéaste Safy Nebbou pour l'ONG de développement de l'éducation Solidarité laïque. A voir en ligne...et à partager.

Ils n'auraient pas eu accès à l'éducation si des femmes et des hommes ne s'étaient pas dressés pour lutter contre l'exclusion. Le film « Ensemble, c'est possible ! », réalisé par le cinéaste Safy Nebbou, montre comment l'engagement solidaire peut changer la vie des plus exclus. Le réalisateur est allé au Liban et au Mali promener son œil sensible et plein d'humanité pour mettre en lumière le travail quotidien de structures éducatives soutenues par *Solidarité Laïque*, ONG de développement de l'éducation dont le SNUipp-FSU est membre.

ALBUMS

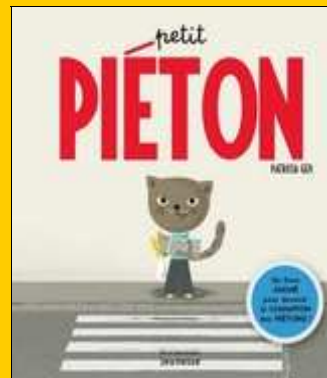
Si on s'intéressait au vivre ensemble dans la ville ? Parce qu'il n'est de quartier, de ville ou de village qui ne se modifie sous nos yeux, et qu'il est essentiel pour comprendre son environnement d'apprendre à nommer et observer, voici quelques livres qui parlent de chantiers, de bâtiments, de constructions, d'évolutions...

Petit piéton

De Patricia Geiss, Ed. De la Martinière Jeunesse.

Cycle 2

Un livre animé pour apprendre les règles à respecter dans la rue. Petit Chat se promène à travers la ville avec son père : il lui explique comment assurer sa sécurité. L'intérêt du livre réside dans sa mise en page qui rend le lecteur actif avec des astuces d'animation, parfois très simples mais efficaces comme le pliage de la tête de l'enfant qui permet le balayage du regard à gauche et à droite avant de traverser la rue. Le livre se déplie ensuite en plateau de jeu pour mettre illico en pratique les conseils du papa chat.



Brouhaha et tintamarre

De Sandrine Le Guen, illustrations d'Agathe Demois, Ed. Actes Sud Junior- La Villette. Cycle 3

On commence par suivre Jonas qui va tout seul à l'école à travers une ville en construction : comme dans les expos de la Villette, il s'agit d'entraîner l'enfant lecteur vers des savoirs de manière ludique et agréable. Le graphisme est coloré, les double-pages documentaires sont très pédagogiques et les dernières pages proposent des activités dont des ribambelles de maisons et de voitures et une carte de maison en pop-up. Dans la même collection, l'excellent *Archicubes* amène le lecteur à construire des maisons en volume papier, à dessiner des ponts, à inventer... comme un vrai architecte.

Au bureau des objets trouvés

De Junko Shibuya, Ed. Actes Sud Junior, cycle 1

Un coup de coeur douceur avec ce petit livre carré plein de surprises. Au bureau des objets trouvés, monsieur Chien aide chacun à retrouver son bien : à chaque page on s'étonne devant une petite révélation... Un graphisme très épuré et néanmoins réaliste, avec un décor fixe aux grands aplats de couleurs douces où défilent les animaux qui cherchent leurs affaires. Le retour à la maison de ce gentil toutou est encore l'occasion d'un petit coup de théâtre.



750 ans à Paris

De Vincent Mahé, Ed. Actes Sud Junior. Cycle 3

Entre 1265 et 2015, un immeuble parisien se transforme, prenant peu à peu toute la hauteur de cet album au format atypique. Le lecteur affine son observation au fil des pages pour retrouver les évolutions architecturales et les détails qui renseignent sur le mode de vie de chaque époque, comme sur certains grands événements de l'histoire de France comme la Révolution, la Commune, la seconde guerre mondiale ou les manifestations suite aux attentats de Charlie Hebdo. Aucun texte mais une chronologie utile en fin d'album.